

Résumé - Note de synthèse n° 8

Risques perçus, opinions sur le confinement et sur un vaccin contre le COVID-19 : évolutions depuis un mois.

L'enquête COCONEL est réalisée par internet. Deux fois par semaine, un échantillon d'un millier de personnes, représentatif de la population adulte française, est interrogé avec un questionnaire couvrant divers aspects de la crise actuelle.

La présente note détaille les principaux résultats de la cinquième vague (1004 enquêtés, interrogés du 24 au 26 avril), sur les aspects suivants : proximité au COVID-19 ; perception du risque ; opinions à l'égard du confinement ; attitudes à l'égard d'un éventuel vaccin contre le coronavirus ; pronostic sur la durée de l'épidémie.

Près des trois quarts des enquêtés ne déclarent aucun cas de COVID-19, ni dans leur foyer, ni parmi leur famille et leurs amis. Les cas graves parmi les proches restent rares (7 %) mais ont légèrement augmenté par rapport à la semaine précédente (4 %).

Concernant la perception du risque, le risque perçu d'être infecté est en hausse : fin avril, les enquêtés estimaient en moyenne leur probabilité d'être eux-mêmes infectés d'ici la fin de l'épidémie à 46 %, contre 35 % un mois auparavant. La létalité du virus reste très surestimée : en moyenne les Français pensent que 16 % des personnes infectées décèdent, ce qui est très supérieur aux données épidémiologiques disponibles. Toutefois plus du quart des enquêtés préfèrent ne pas répondre à ces deux questions. Ces perceptions varient selon l'âge, le sexe et le niveau de diplôme. En particulier, les femmes, les jeunes, les moins diplômés et les bas revenus surestiment davantage la létalité du virus.

Le soutien apporté au confinement n'a pas faibli depuis la semaine précédente (15-17 avril), mais les opinions critiques ont progressé : 28 % des enquêtés estiment désormais que c'est une mesure excessive (20 % il y a un mois). Enfin, 62 % jugent qu'il faudrait maintenir le confinement actuel au-delà du 11 mai.

Si un vaccin contre le coronavirus était disponible, 23 % des enquêtés refuseraient de se faire vacciner. Cette proportion, mesurée pour la quatrième fois depuis le début de l'enquête, reste remarquablement stable, de même que les motifs de refus, le principal étant qu'un vaccin élaboré dans l'urgence serait jugé trop dangereux.

Enfin, en moyenne, les Français anticipent que l'épidémie sera véritablement achevée d'ici fin janvier 2021, ce pronostic continuant à s'allonger au fil de semaines.

